

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
13, place de la Paix  
15000 Aurillac

Aurillac, le 19/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BIOSE INDUSTRIE**

rue des Frères Lumière  
15130 Arpajon-Sur-Cère

Références : [20251219-RAPINSP-15-252-BIOSE](#)

Code AIOT : 0016200036

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement BIOSE INDUSTRIE implanté rue des Frères Lumière 15130 Arpajon-sur-Cère. L'inspection a été annoncée le 24/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objet le suivi du plan d'actions issu de l'instruction de l'autorisation environnementale de 2023

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIOSE INDUSTRIE
- rue des Frères Lumière 15130 Arpajon-sur-Cère
- Code AIOT : 0016200036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

BIOSE INDUSTRIE est spécialisée dans la fabrication de produits et matières premières à usage pharmaceutique. Le site est autorisé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, en dernier lieu par arrêté préfectoral n° 2023-275 du 28 février 2023, ayant fait suite à l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale, dans le cadre d'un développement d'activités pour la production de nouveaux probiotiques à partir de bactéries génétiquement modifiées et/ou pathogènes.

Le site relève de la directive européenne dite IED conduisant à diverses exigences spécifiques en regard des risques chroniques associés aux activités.

## **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Le rapportage sur les outils de suivi (GIDAF pour l'autosurveillance fréquente au fil de l'eau et GEREP en bilan périodique annuel) est réalisé.

La convention de rejet passée avec Aurillac agglomération a été actualisée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Risques accidentels recoupement coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 28/02/2023, article 6.2.7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Risques accidentels Confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 28/02/2023, article 6.1.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Risques chroniques approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 28/02/2023, article 3.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Risques chroniques débit rejet effluents	Arrêté Préfectoral du 28/02/2023, article 3.2.3.5.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Risques chroniques dispositions en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 28/02/2023, article 3.6	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Risques accidentels Etude technique foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
3	Risques accidentels protection contre la foudre : dispositifs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
4	Risques accidentels protection contre la foudre : documentation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
7	Risques chroniques Rejet dans le réseau communal ou dans une station d'épuration collective	Arrêté Préfectoral du 28/02/2023, article 3.2.3.5.1
10	Autosurveillance rapportage	Arrêté Préfectoral du 28/02/2023, article 8.1

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les actions issues de l'instruction de l'autorisation environnementale ne sont pas finalisées.

Le retard de réalisation concerne plus particulièrement :

- certaines mesures constructives liées à la prévention de la propagation d'incendie, notamment absence de recoupement coupe-feu de la partie en extension (ateliers DS4, DS5, DS6) par rapport au bâtiment préexistant.
- les travaux relatifs au confinement d'éventuelles eaux polluées (eaux extinction éventuel incendie) dont le dimensionnement est directement lié au recoupement des bâtiments.

Sur ces deux points des études ont été menées par un bureau d'études en 2025, les travaux effectifs restent à réaliser.

– la gestion des effluents liquides du site : l'absence d'un débitmètre fiable concernant les rejets aqueux est constatée, cet écart doit être levé sans attendre.

Concernant l'utilisation d'eau dans le process, il est constaté :

– qu'avec l'augmentation des activités du site le volume d'eau prélevé au réseau AEP dépasse le volume fixé dans l'autorisation environnementale.

– que les volumes consommés sur la période de restriction estivale de 2025 dépassaient les cibles de consommation fixées pour les installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/02/2023, article 6.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, recoupement coupe-feu
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Les mesures de maîtrise des risques prises en compte dans l'évaluation de la probabilité d'un phénomène dangereux sont en place, exploitées, maintenues et testées de manière à atteindre les performances démontrées dans les dossiers fournis par l'exploitant. La liste des MMR supplémentaires issues de l'analyse des risques figure page 208 de l'étude des dangers Version 2 datée de juin 2022. Recoupement coupe-feu. entre le bâtiment principal et les extensions DS4, DS5, DS6 avant le 01/01/2024</i>
<b>Constats :</b> Le recoupement coupe feu entre le bâtiment principal et l'extension DS4-DS5-DS6 n'est pas réalisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant a sollicité un bureau d'études externes en 2025 sur la thématique plus large "incendie". Les conclusions et suites données par l'exploitant quant à cet écart doivent être communiquées à l'inspection des installations classées (et au préfet en cas de nécessité d'adaptation de prescriptions), ainsi que la date de réalisation des travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre : Etude technique foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne</i>
<b>Constats :</b> L'étude technique foudre a été réalisée en lien avec l'actualisation de l'analyse du risque foudre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, protection contre la foudre : dispositifs
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre [...].</i>
<b>Constats :</b> L'étude technique foudre conclut à la mise en place d'équipements. Leur mise en œuvre doit être engagée si pas déjà réalisée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Préciser l'avancement de la mise en œuvre des équipements de protection foudre
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, protection contre la foudre : documentation
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</i>
<b>Constats :</b> actualisation de l'analyse du risque foudre et étude technique foudre réalisées en 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> transmission attendue des documents ARF et ETF, information sur la réalisation du suivi des équipements existants et calendrier de mise en place de nouveaux en application de l'ETF
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/02/2023, article 6.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux polluées
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] Les effluents issus du (des) bassin(s) de confinement sont obligatoirement analysés avant d'être orientés selon le cas vers le réseau pluvial (exutoire le Mamou) ou en installation de traitement autorisée ou en filière déchets. Dans l'attente de la mise en place d'un dispositif de confinement définitif, un confinement partiel est mis en œuvre au niveau des bassins de neutralisation des effluents (181,9 m³) et des surfaces imperméabilisées via l'utilisation de plaques obturantes.</i>
<b>Constats :</b> Le dimensionnement et la mise en œuvre des capacités de stockage nécessaires ne sont pas actuellement en relation avec la plus grande surface non recoupée. Le confinement est partiel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant a sollicité un bureau d'études externes en 2025 sur la thématique plus large "incendie". Les conclusions et suites données par l'exploitant quant à cet écart doivent être communiquées à l'inspection des installations classées (et au préfet en cas de nécessité d'adaptation de prescriptions), ainsi que la date de réalisation des travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Risques chroniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/02/2023, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, approvisionnements en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Réseau AEP CABA Maximal 44 000 m3 / an
<b>Constats :</b> Le prélèvement sur l'année 2024 s'établit à 51 200 m3 (déclaration GEREP). En regard de l'augmentation des activités du site la question du relèvement du volume de prélèvement autorisé se pose.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Echange à avoir avec le fournisseur AEP en vue adaptation du volume prescrit dans l'autorisation environnementale
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Risques chroniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/02/2023, article 3.2.3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet dans le réseau communal ou dans une station d'épuration collective
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.</i>
<b>Constats :</b> Une convention de rejet pérenne a été établie entre BIOSE et Aurillac agglomération.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Risques chroniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/02/2023, article 3.2.3.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, débit rejet effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Le débit rejeté est mesuré en continu avec enregistrement en cas de débit supérieur à 100 m3/j</i>
<b>Constats :</b> Le débitmètre ne fournit plus de données fiables depuis plusieurs mois
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Remplacer l'équipement défaillant sans plus attendre (date à préciser)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Risques chroniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/02/2023, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dispositions en cas de sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>L'exploitant met en œuvre, selon le niveau de vigilance activé, les dispositions de l'arrêté départemental-cadre sécheresse. Une adaptation/exemption vis à vis des réductions de consommation d'eau fixées à l'arrêté cadre départemental est possible sous réserve que ce dernier le prévoit et que l'exploitant soit en capacité de démontrer que ses prélèvements ont déjà été réduits au minimum, au travers de la tenue d'un plan de sobriété hydrique. Ce plan inclut un diagnostic des consommations et doit présenter les actions structurelles et conjoncturelles déjà engagées et qui vont être engagées. En particulier, la recherche de solutions pérennes en vue de réduire les prélèvements d'eau sur le réseau AEP est à privilégier (ex : constitution de réserves en dehors de la période d'étiage, récupération des eaux pluviales pour être réutilisées, etc.). Il devra être tenu à disposition de l'inspection afin de justifier du bénéfice de l'exemption en cas de contrôle.</i>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les volumes de consommation journalière d'eau en période de restriction des usages ont été supérieurs aux volumes maximums à respecter en application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Ainsi le prélèvement journalier a été de 138 à 172 m3/j entre le 28/07/2025 et le 4/08/2025 pour un volume moyen de référence de 132 m3/j alors que le préfet avait placé le secteur géographique en "crise", induisant une réduction de 25% par rapport au volume de référence.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>BIOSE doit travailler sur le sujet de ses prélèvements d'eau qui sont à optimiser au travers d'un Plan de sobriété hydrique faute de quoi la prise d'un arrêté préfectoral de restriction des usages conduirait à cesser tout ou partie des productions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 10 : Autosurveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/02/2023, article 8.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rapportage autosurveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes).</p>
<p><b>Constats :</b> Il a pu être vérifié que le rapportage GIDAF était bien effectué au fil de l'eau en 2025</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>